

5° Par un employeur dont l'activité consiste à réaliser des enregistrements audiovisuels dont le sujet principal est un enfant de moins de seize ans, en vue d'une diffusion à titre lucratif sur un service de plateforme en ligne au sens du i de l'article 3 du règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/ CE (règlement sur les services numériques).

En cas d'obtention de l'autorisation mentionnée au 5° du présent article, l'autorité administrative délivre aux représentants légaux une information relative à la protection des droits de l'enfant dans le cadre de la réalisation de ces vidéos, qui porte notamment sur les conséquences, sur la vie privée de l'enfant, de la diffusion de son image sur une plateforme en ligne mentionnée au même 5°. Cette information porte également sur les obligations financières qui leur incombent, en application de l'article [L. 7124-25](#).

## [L. 7124-2](#)

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'emploi d'un mineur de plus de treize ans, en vue d'exercer les activités définies à l'article [L. 7124-1](#), est subordonné à son avis favorable écrit.

## [L. 7124-3](#)

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'autorisation individuelle préalable à l'emploi d'un enfant mentionnée à l'article [L. 7124-1](#) peut être retirée à tout moment.

### *Section 2 : Dérogations pour l'emploi d'enfants par des personnes agréées.*

## [L. 7124-4](#)

L'OI n°2011-302 du 22 mars 2011 - art. 14

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'autorisation individuelle n'est pas requise si l'enfant est engagé par une agence de mannequins exerçant son activité dans les conditions prévues par l'article [L. 7123-11](#) et qui a obtenu un agrément lui permettant d'engager des enfants.

## [L. 7124-4-1](#)

L'OI n°2020-1266 du 19 octobre 2020 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque l'enfant est engagé, en application du 5° de l'article [L. 7124-1](#), l'autorisation individuelle prend la forme d'un agrément.

## [L. 7124-5](#)

L'OI n°2020-1266 du 19 octobre 2020 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les agréments prévus aux articles [L. 7124-4](#) et [L. 7124-4-1](#) pour l'engagement des enfants de moins de seize ans sont accordés par l'autorité administrative pour une durée déterminée renouvelable.  
Ils peuvent être retirés à tout moment.